



OBJET DU MARCHÉ :

**ACCORD-CADRE DE TRAVAUX COURANTS
SUR LES SITES HOSPITALIERS
DU GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE
TOUS LOTS**

MAITRE DE L'OUVRAGE :

**GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE
1, RUE DE LA MARNE – BP114
35400 SAINT-MALO CEDEX**

C.C.T.P. du 19 juin 2025
Cahier des Clauses Techniques Particulières
Clauses communes

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHE	3
2	OBJET DU PRESENT CCTP.....	3
3	COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT	3
4	PRESCRIPTIONS GENERALES	4
5	DOCUMENTS DE REFERENCE.....	5
6	CONNAISSANCE DES LIEUX	6
7	QUALIFICATIONS	6
8	RESPONSABILITE.....	6
9	ECHANTILLONNAGE – PROVENANCE DES MATERIAUX.....	7
10	MARQUES	7
11	ORGANISATION DES TRAVAUX	8
	11.1 PLANNING DETAILLE D'EXECUTION	8
	11.2 HORAIRES DES TRAVAUX.....	8
12	SECURITE	9
	12.1 GENERALITES	9
	12.2 PROTECTIONS	9
	12.3 SECURITE DES PERSONNES	10
	12.4 PRODUITS DANGEREUX.....	11
	12.5 RACCORDEMENT SUR LES RESEAUX	11
13	HYGIENE	12
	13.1 GENERALITES	12
	13.2 NETTOYAGE - DESINFECTION.....	12
	13.3 BRUIT	13
14	INSTALLATION DE CHANTIER	13
	14.1 BASE-VIE.....	13
	14.2 ACCES CHANTIER.....	14
	14.3 DECHETS ET APPROVISIONNEMENTS.....	14
	14.3.1 Bennes.....	14
	14.3.2 Traçabilité	15
	14.3.3 Modalités des évacuations	15

1 OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet les travaux courants sur l'ensemble des sites du GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE (GHRE).

Des marchés subséquents seront émis auprès du titulaire selon la disponibilité des services techniques du GHRE et selon la complexité et le montant de l'opération envisagée. Au titre d'information, on estime que le montant maximal des travaux, tous corps d'état, sera de 1 820 500 € HT par an.

Au titre d'exemple, les travaux pourraient concerner la rénovation de chambres, la restructuration d'un service de soins, l'aménagement de bureaux....

2 OBJET DU PRESENT CCTP

Le présent document a pour objet de faire connaître les clauses techniques générales d'exécution des travaux et de fournir au titulaire les renseignements généraux lui permettant de remettre son offre financière, en tenant compte de toutes les fournitures et autres dépenses nécessaires pour réaliser une prestation complète, conforme aux règles de l'Art, dans le cadre d'une qualité d'exécution de premier choix.

Ce présent document s'applique à tous les lots des marchés d'accords-cadres. Les spécificités de chaque lot sont traitées dans le CCTP propre au lot. En cas de contradiction entre les documents, ce présent CCTP commun prévaut sur les CCTP spécifiques à chaque lot.

Dans le présent CCTP, on appelle :

- « travaux » : les travaux faisant l'objet d'un marché subséquent notifié au titulaire,
- « opération » : une opération de travaux faisant intervenir au moins deux lots techniques d'accords-cadres ou deux corps d'état différents.

Dans le présent CCTP, les clauses suivantes s'appliquent :

- « l'acheteur » désigne le "maître d'ouvrage" pour le compte duquel les travaux sont exécutés dans le cadre du marché,
- chaque lot constitue un marché indépendant, le terme « lot » équivaut à « marché »,
- le terme « marché subséquent » équivaut à « bon de commande ».

3 COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT

Plusieurs lots techniques étant susceptibles d'intervenir en même temps, ils ne pourront ni prétendre à une quelconque indemnité pour la gêne apportée par d'autres à l'exécution de leur propre lot, ni prétendre à l'annulation d'éventuelles pénalités de retard qu'ils pourraient encourir. On peut aussi envisager une autre opération de travaux / maintenance, se déroulant à proximité du site des présents travaux.

Le titulaire sera tenu de prendre connaissance des C.C.T.P. (et leurs annexes, dont documents graphiques) spécifiques aux autres lots, afin de déterminer exactement la limite de ses prestations et d'assurer une parfaite et complète finition de ses travaux. Si nécessaire, il devra signaler au Conducteur de travaux toutes erreurs et insuffisances et demander les mises au point et rectifications nécessaires.

Les titulaires des différents lots techniques devront se coordonner pour définir la position des réseaux afin de garantir la bonne exécution, la conformité réglementaire des travaux et faciliter l'exploitation des ouvrages.

Le titulaire devra établir toutes notes techniques et plans à destination des autres lots précisant à chacun d'eux la nomenclature des ouvrages qu'ils devront préparer ou exécuter ou préparer ou, à l'inverse, qu'il

doit, à leur demande, préparer ou exécuter. De plus, le titulaire devra préciser l'état dans lequel les supports seront.

Le titulaire devra notamment s'informer de toutes les conditions de support, d'implantation, de traversées, de fixation ayant une incidence sur les fournitures et travaux.

Inversement, il devra informer en temps utile :

- les autres lots techniques de ses impératifs et exigences de pose et de mise en œuvre. Il devra communiquer de façon claire et sans ambiguïté les détails et implantations diverses créant ou susceptibles de créer des sujétions aux autres lots,
- le Conducteur de travaux de toutes les anomalies qui lui paraîtraient de nature à affecter l'exécution correcte, la bonne tenue de ses ouvrages ou ses délais d'intervention. Le titulaire ne pourra pas s'affranchir de cette formalité et des causes qui l'ont suscitée pour s'exonérer de sa responsabilité et de ses obligations.

Le titulaire participera, avec les autres lots, à la coordination des cotes d'exécution.

Pour le nettoyage du chantier, les titulaires se coordonneront via un planning commun.

L'ensemble des sujets liés à la coordination entre lots sera traité dès la phase de préparation, par des visites de la future zone de travaux notamment

Le titulaire devra anticiper cette coordination et prévoir le temps nécessaire à cet effet.

En l'occurrence, le Maître d'Ouvrage reste seul habilité à décider des dispositions à prendre et des modifications à apporter.

Si le GHRE a désigné un maître d'œuvre pour l'opération, il aura en charge le pilotage de cette coordination. Sinon, c'est le Conducteur de travaux qui assurera le pilotage. Dans tous les cas, il devra être tenu informé de cette coordination et pourra y apporter le cas échéant tout complément et rectification utile.

4 PRESCRIPTIONS GENERALES

Chaque marché subséquent comprendra les documents suivants :

- un descriptif des prestations attendues, établi par le GHRE,
- un plan-masse, un plan de situation de la zone des futurs travaux, état existant,
- un plan-masse après travaux,
- des coupes, des plans de détail des locaux existants, selon le besoin,
- un détail des quantités estimatives (DQE), basé sur le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF), établi par le titulaire, sur la base des documents ci-dessus,

Le titulaire aura à sa charge toute vérification et frais d'études nécessaires à la réalisation des prestations, leur exécution complète, la réalisation de tous les travaux nécessaires au parfait achèvement de la commande, en conformité avec les règles de l'art, et la parfaite utilisation des ouvrages suivant leur destination. Tous les ouvrages doivent être livrés en parfait état d'achèvement de finition et de propreté.

Il appartiendra donc au titulaire de vérifier le descriptif qui lui sera fourni. Le titulaire devra faire part de ses observations sur ces documents au plus tard 5 jours ouvrés après réception.

Le titulaire devra prévoir tous les matériaux, moyens et personnel nécessaires pour respecter le délai d'exécution et il devra tenir compte dans son offre de prix de toutes les conditions particulières éventuellement rencontrées.

Plus précisément, les prestations comprennent notamment :

- un relevé sur site avant réalisation des plans d'exécution,
- les études, les plans d'exécution, plan d'installation de chantier et les schémas nécessaires à la réalisation des ouvrages,
- tous documents sollicités par le Conducteur des travaux, le Coordinateur SPS, le Contrôleur technique, le Coordinateur SSI ou autre tiers désigné par la maîtrise d'ouvrage, le cas échéant,
- tous les plans nécessaires à l'élaboration d'une synthèse inter-entreprises en phase préparation de chantier permettant la coordination des intervenants, le bon cheminement des réseaux, le positionnement des supports dans les cloisons, etc.
- les échantillons, les procès-verbaux d'homologation des matériaux / matériels,
- les commandes et l'approvisionnement de tous les matériaux et matériels nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, comprenant leur stockage, transport, manutention, montage et les protections nécessaires à la réalisation des travaux du présent lot,
- l'installation matérielle du chantier proprement dite avec mise en place de tous les matériels, équipements, engins et moyens nécessaires à l'exécution des travaux, dans le respect de la salubrité et des diverses dispositions demandées au présent marché,
- l'entretien de cette installation (dont matériels) pendant la durée des travaux,
- le nettoyage du chantier,
- la gestion des déchets,
- la mise en œuvre, fixations, scellements ... nécessaires à la réalisation des travaux,
- les saignées, percements et raccords nécessaires à la réalisation des travaux,
- le nettoyage et la préparation appropriée des supports concernés par les travaux,
- toutes les installations, de quelque nature que ce soit, nécessaires à l'exécution des ouvrages (outillage, platelages, échafaudages, gazelles, planchers de travail, appareils de levage, etc.), leur montage, leur pose et dépose, l'évacuation hors site en centres de traitement ad hoc,
- tous les dispositifs de sécurité nécessaires à l'exécution des travaux,
- les dispositifs de protection des ouvrages propres au titulaire,
- les dispositifs de protection des ouvrages connexes si nécessaire,
- le remplacement d'éléments dégradés et d'éléments refusés,
- la protection anti-oxydation des parties métalliques de ses installations,
- les essais, réglages et la vérification du fonctionnement satisfaisant des ouvrages,
- le rebouchage de tous les trous que le titulaire aura effectués (avec reconstitution de l'étanchéité, de l'isolation et du degré coupe-feu des parois) en conservant l'intégrité des parois,
- lors des déposes, le démontage de chaque tige de fixation, fer plat, supports (...) servant au maintien sous dalles, sur poteaux (...) des appareils relevant de son lot,
- le repli de l'installation de chantier, équipements et outillages, à la fin des travaux,
- la fourniture du DOE,
- et toutes les prestations annexes nécessaires aux interventions principales du présent lot.

Toutes ces prestations sont donc réputées incluses dans l'offre de prix, via les différents prix unitaires et forfaitaires du BPUF. Le mètre supplémentaire pour câblage final est réputé inclus.

Le coût des mesures de sécurité et de protection de la santé, dues en application du Code du travail, du Code de la Santé Publique, du Code de l'Environnement, de la réglementation en vigueur, que ce soit la réglementation nationale ou celle spécifique au GHRE, sera impérativement compris dans l'offre de prix du titulaire.

5 DOCUMENTS DE REFERENCE

Les travaux et fournitures devront dans tous les cas être conformes aux textes et documents en vigueur, à la date de l'établissement des prix, notamment :

- tous les D.T.U. en vigueur (cahiers des charges, règles de calcul, cahiers des clauses spéciales etc.)
- toutes les règles en vigueur concernant le calcul des ouvrages,

- les normes AFNOR,
- la réglementation relative à la sécurité incendie,
- le Règlement sanitaire départemental,
- les règles relatives à l'isolation acoustique,
- les règles relatives à la sécurité des travailleurs et des tiers,
- la réglementation PMR.

Si au cours des travaux la réglementation évolue, le titulaire devra prendre toutes dispositions de façon à exécuter des travaux conformes à la nouvelle réglementation.

Les CCTP spécifiques par lot mentionnent les textes particuliers propres à chaque lot.

Dès la remise d'une offre pour le présent marché, les candidats pourront faire toute remarque qu'ils jugeraient nécessaire concernant les exigences listées dans les pièces du marché, erronées ou incomplètes.

6 CONNAISSANCE DES LIEUX

Par la remise d'une offre complète, le titulaire est réputé :

- S'être rendu sur le site de réalisation des travaux,
- Avoir une parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement du site,
- Avoir pris connaissance des modalités d'accès, d'installation du chantier, de stockage de matériaux etc.,
- Avoir pris connaissance sur site des difficultés qui pourraient ne pas paraître clairement sur les pièces écrites du projet. En tout état de cause, le titulaire ne pourra prendre prétexte d'une imprécision sur les pièces du marché pour refuser d'exécuter tout ou partie des travaux,
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations concernant le site des travaux,
- Avoir pris tous renseignements sur les réseaux existants à proximité du site.

Le GHRE met à disposition des titulaires les dossiers techniques amiante existants, via le lien suivant :

<https://cloud.ghre.fr/index.php/s/yGdZBJysjibSHaZ>

MDP : GHRE-DPT-SM_D_C

S'il le juge nécessaire, le titulaire effectuera un contrôle des implantations de l'existant.

Un état des lieux sera rédigé de façon contractuelle avec le Conducteur de travaux, avant et après travaux.

En résumé, le titulaire est réputé avoir pris parfaite connaissance des lieux, plans, descriptifs et de toutes les conditions pouvant avoir une influence sur l'exécution et les délais, sur la qualité et le coût des travaux.

Le titulaire ne pourra donc prétexter une ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à une augmentation du montant des travaux et/ou de la durée de ceux-ci.

7 QUALIFICATIONS

Le titulaire, ses sous-traitants et fournisseurs devront posséder toutes les qualifications requises et agréées pour exécuter les prestations objet du marché subséquent.

8 RESPONSABILITE

Le titulaire demeure responsable des dégradations causées sur les ouvrages existants. Il sera responsable civilement de tous les accidents matériels et corporels du fait de ses travaux.

Toute dégradation que l'intervention du titulaire (y compris de ses sous-traitants et fournisseurs) aura pu entraîner sur les travaux d'un autre lot / opération ou sur l'existant, résultant soit d'une négligence, soit d'une malfaçon, sera reprise en totalité aux frais du titulaire. Le GHRE interviendra juridiquement auprès des responsables, selon l'importance des dégradations.

Les matériaux et matériels du titulaire, stockés sur site, demeurent sous sa responsabilité.

Le titulaire devra suivre les prescriptions du présent document. A défaut, il sera responsable de toutes les erreurs ou malfaçons qui résulteraient de cette mauvaise application. Il aura à sa charge toutes les réfections nécessaires, tant pour ses propres prestations que pour les ouvrages existants ou en cours de réalisation par d'autres intervenants.

Le titulaire est tenu de signaler en temps opportun toutes malfaçons dans les travaux des autres corps d'état qui seraient de nature à lui créer des difficultés dans l'exécution de ses propres ouvrages et de l'obliger à un supplément de fournitures ou de travaux. Faute de se conformer à cette obligation, le GHRE pourra le déclarer responsable ou lui faire partager la responsabilité de cette malfaçon avec le titulaire ayant exécuté le travail défectueux, voire lui faire supporter tout ou partie des frais nécessités par la reprise des ouvrages non conformes.

9 ECHANTILLONNAGE – PROVENANCE DES MATERIAUX

Afin de vérifier que les matériaux proposés par le titulaire soient conformes aux prescriptions du présent CCTP – Clauses communes, du CCTP spécifique à son lot et au marché subséquent, le titulaire devra remettre, pour approbation :

- les certificats de provenance des matériaux,
- une fiche technique et/ou PV, pour tout type de matériau / matériel mis en œuvre.

Pendant la phase de préparation du chantier, le titulaire devra présenter au Conducteur de travaux un échantillon des matériaux envisagés, pour approbation. Les échantillons de référence auront une surface minimale de 0.50 m².

Si les échantillons sont refusés, le titulaire devra fournir de nouveaux échantillons répondant aux exigences demandées sans prétendre à un supplément de prix.

Aucune commande ne pourra être faite sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit du Conducteur de travaux.

10 MARQUES

Tous les matériaux, appareils et accessoires divers utilisés dans le cadre des travaux doivent être neufs et de premier choix. Le label « NF » pourra être exigé lorsqu'il existe.

Les marques de matériels / matériaux précisées dans les Cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) par lot et/ou les bordereaux des prix sont entendues « ou équivalent », elles sont données à titre indicatif.

Le titulaire pourra y substituer, sauf prescriptions contraires des pièces du présent marché, d'autres produits présentant une qualité et des caractéristiques techniques au moins équivalentes, mais toujours avec l'accord du Conducteur de travaux.

Dans le cas de changement de produit, le titulaire sera tenu d'en informer le Conducteur de travaux et d'apporter la justification de l'équivalence avec les produits prescrits initialement, par des documents.

Dans certains cas, des marques seront demandées en vue d'assurer une compatibilité avec les installations existantes et de garantir une maintenance optimale. Les matériels et matériaux proposés par le titulaire devront respecter cet objectif.

Le choix des coloris sera fait par le Conducteur de travaux, parmi la gamme complète des fabricants.

Le titulaire présentera les choix à faire suffisamment tôt de façon à s'assurer de la possibilité d'avoir en temps utile tous les matériaux et fournitures.

Les procès-verbaux de classement au feu devront être fournis en 1 exemplaire dès la mise en œuvre des matériaux, au Conducteur de travaux, de préférence en format dématérialisé .pdf.

Le titulaire est responsable de ses matériels / matériaux jusqu'à la réception complète par la maîtrise d'ouvrage. Dans ce laps de temps, tous vols, dégradations et pannes seront pris en charge par le titulaire, remplacements et réparations à sa charge.

11 ORGANISATION DES TRAVAUX

11.1 Planning détaillé d'exécution

Par opération, un planning détaillé d'exécution sera établi par le maître d'œuvre externe, le cas échéant, ou par le GHRE, sur la base des plannings fournis par les titulaires des différents lots, au démarrage de la phase de préparation. Ce planning précise le phasage entre lots techniques. Il mentionne :

- les phases d'approvisionnement,
- une ou des phases d'interruption entre phases de travaux, notamment pour permettre des transferts d'activités dans un service de soins,
- et d'éventuelles phases d'études.

Le cas échéant, ce planning sera rendu contractuel par la signature des titulaires pendant la période de préparation.

En raison des contraintes liées aux activités de soins (continuité de service, patients non transférables ...), le Conducteur de travaux pourra être amené à modifier le planning détaillé au cours du chantier et avec l'accord des titulaires concernés ; ces modifications ne doivent entraîner aucune conséquence sur le délai d'exécution global.

11.2 Horaires des travaux

Les horaires des travaux seront de 7h00 à 18h00, du lundi au vendredi. Les livraisons et l'évacuation des gravats devront s'effectuer prioritairement avant 8h00.

Selon l'impact des travaux sur l'activité de services de soins, la nécessité de respecter le planning ou la présence d'autres chantiers dans la même zone, certains travaux pourraient être exécuter en dehors de ces horaires, voire de nuit ou samedis, dimanches et jours fériés, après concertation et validation du GHRE et du CSPS, le cas échéant.

12 SECURITE

12.1 Généralités

Les travaux se dérouleront quasiment toujours sur des sites GHRE en fonctionnement : Dinan, St-Malo et Cancale. Pendant la phase de préparation, le titulaire désignera un responsable d'affaire et un chef de chantier, il communiquera leurs coordonnées (prénom, nom, tel. portable, mail) au Conducteur de travaux.

Il transmettra aussi :

- Le nom des personnes qui interviendront sur le chantier,
- Les titres d'habilitations de ces personnes.

Le chef de chantier sera obligatoirement présent lors de toutes les interventions du titulaire sur site. Il se présentera quotidiennement à son arrivée au Service de sécurité du GHRE, pour les sites hospitaliers de St-Malo et Dinan. Pour les autres sites, se présenter à l'accueil.

Tous les intervenants pour le compte du titulaire devront être équipés en permanence d'un badge et d'une tenue de travail permettant l'identification de leur employeur. De plus, chaque intervenant mettra en œuvre des mesures de protection selon la tâche qu'il réalisera. Le non-respect de ces consignes pourra entraîner l'exclusion provisoire de cet intervenant.

Les intervenants du titulaire auront un comportement approprié aux situations rencontrées et sauront s'adapter aux interlocuteurs (patients, visiteurs, personnel ...) que ceux-ci seront amenés à rencontrer.

12.2 Protections

Avant de commencer les travaux, le titulaire devra prendre toutes les précautions nécessaires au maintien dans l'état des locaux et matériels et prévoir pour cela la pose de protections : panneaux, polyane, scotch... Ces précautions devront être maintenues pendant toute la durée des travaux, jusqu'à la réception.

Les protections (sols, murs, meubles ...) seront définies en fonction de la nature des travaux et des services impactés par les travaux. Elles auront pour objectif d'empêcher la propagation des poussières, de l'eau et du bruit.

La protection pourra être réalisée à l'aide de films polyanes, de carton et/ou panneaux bois. Des tapis de sol autocollants pourront être mis en place aux entrées / sorties de la zone chantier.

Le titulaire, dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis. Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc. qui ne devront subir aucun dommage. Les appareils sanitaires devront notamment être protégés en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé. En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui, du fait de leur position risquent d'être épaufrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes. Pour les ouvrages prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux. Les menuiseries à parement fini devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Selon le plan de prévention qui sera rédigé au démarrage des travaux, le titulaire pourra utiliser les ascenseurs du site pour les approvisionnements et l'évacuation du matériel. Le titulaire s'engage à protéger le sol et les parois des ascenseurs à l'aide de protections adéquates pour éviter toute dégradation.

Faute de n'avoir pas respecté ces consignes, le titulaire responsable en subira toutes les conséquences. Les réfections des revêtements ou équipements endommagés seront à la charge du titulaire.

12.3 Sécurité des personnes

Quelque que soit le lot technique, le titulaire devra, sans pouvoir prétendre à indemnité, prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des usagers (patients, visiteurs, personnel, tiers) sur la zone de chantier et dans les locaux des niveaux inférieurs et supérieurs ainsi que dans les locaux maintenus en activité au même étage que la zone de chantier. Le titulaire sera responsable de tous les dommages que pourrait provoquer l'insuffisance de ces mesures.

Le titulaire du marché de travaux ne laissera en aucun cas du matériel (outils, matériaux...) dans les circulations, les locaux communs utilisables par les patients pour des raisons évidentes de sécurité, en particulier dans les services de psychiatrie. Le cas échéant, les locaux seront rendus propres et remis dans l'état d'origine en fin de journée. En particulier, il ne restera aucun angle tranchant, saillant ... pouvant être source de blessure.

Pour les travaux effectués par points chauds (meulage, découpe, soudure ...), le titulaire demandera un permis de feu au Service de sécurité du GHRE, quotidiennement. Le matériel d'extinction adapté est à la charge du titulaire.

Pour les services de psychiatrie, le titulaire disposera de clés et badges lui permettant de se déplacer mais uniquement au sein d'une unité fonctionnelle. Si une situation difficile se présente, le titulaire fera appel au Service de sécurité. Le titulaire fermera systématiquement à clé la porte des locaux où il intervient pendant les travaux.

De façon plus globale, la fermeture du chantier et la remise éventuelle de clés seront abordées en phase de préparation.

Le titulaire prévoira les mesures de protections individuelles et collectives pour les intervenants sous sa responsabilité. Il devra tenir compte de toutes les demandes faites par le GHRE, le Chargé de Sécurité GHRE et le CSPS, le cas échéant.

Pendant l'exécution des travaux, le titulaire devra mettre à disposition des intervenants ou organismes de prévention, sur le chantier, un dossier Sécurité tenu à jour comprenant a minima les documents suivants :

- les documents d'exécution,
- les modes opératoires retenus,
- le planning d'intervention détaillé,
- les fiches d'autocontrôle dûment complétées,
- les bordereaux de suivi des déchets et les certificats de mise en décharge,
- la liste des intervenants sur site accompagnée des aptitudes médicales et des attestations CACES,
- la liste des véhicules du titulaire,
- la liste des encadrants,
- la désignation des sauveteurs secouristes du travail,
- les analyses fonctionnelles des installations,
- les documents émis par le GHRE, Conducteur de travaux et Chargé de Sécurité notamment, et, le cas échéant, la maîtrise d'œuvre et le CSPS,
- les notifications de déclaration de travaux réglementaires,
- son PPSPS, le cas échéant.

12.4 Produits dangereux

Ce sujet sera traité dès la phase de préparation du chantier, avec le Conducteur de travaux et, le cas échéant, le CSPS.

Le titulaire fournira un état des produits dangereux qu'il utilise couramment et ses véhicules devront être agréés pour le transport de ce type de produit.

Pour tout produit dangereux introduit sur le site, la fiche de données de sécurité (FDS) devra être fournie ainsi qu'une estimation de la quantité utilisée et stockée.

L'étiquetage et les modalités d'utilisation devront être conformes à la réglementation en vigueur. Les modalités de stockage seront conformes à la réglementation en vigueur ; elles devront être approuvées par le Conducteur de travaux et, le cas échéant, le CSPS.

Pour rappel, l'emballage d'un produit dangereux est un déchet dangereux et devra être traité comme tel. A ce titre, le produit dangereux et son emballage devront être évacués à la fin des travaux, selon les clauses du présent CCTP.

En cas de déversement accidentel de liquide dangereux (produit ou déchet), il est essentiel de connaître les réactions à avoir pour se protéger et éviter la dispersion dans les réseaux d'eau.

Les consignes sur la conduite à tenir et sur les moyens dont dispose le GHRE en cas de déversement accidentel seront précisées au titulaire pendant la phase de préparation, notamment lors de la rédaction du plan de prévention.

12.5 Raccordement sur les réseaux

Les travaux nécessiteront des raccordements et interventions sur les réseaux existants (eau potable, électricité, gaz médicaux, chauffage etc.), que ce soit dans la zone des travaux ou pour la base-vie.

Toute intervention à ce titre devra se faire avec l'accord préalable du GHRE. Les coupures de réseaux seront à programmer par anticipation. Selon les nécessités de service, elles pourront être réalisées en dehors des heures ouvrables. Suivant la nature des interventions, certaines coupures feront l'objet d'une consignation réalisée par le GHRE.

Pour toute installation électrique, le titulaire prendra connaissance des caractéristiques du réseau : tension, variation, régime de neutre, intensité de court-circuit, parasites et des exigences éventuellement indiquées dans le descriptif qui lui sera fourni.

Le titulaire prendra à sa charge toutes les démarches administratives pour les raccordements liés aux travaux (électricité et téléphone, notamment). Il transmettra au Conducteur de travaux (Maître d'oeuvre, le cas échéant) les copies des demandes de raccordement ainsi que des demandes approuvées.

Seuls les électriciens du GHRE sont habilités et autorisés par le GHRE à faire une consignation. Cette consignation sera sollicitée, par anticipation, auprès des Services Techniques. Le nom du contact GHRE pour les consignations sera à demander par le titulaire au démarrage des travaux. Une fois la consignation effectuée, une attestation de consignation sera remise au titulaire.

De façon générale, les coupures de réseaux (eau chaude, eau froide, ...) nécessaires pour les travaux devront être anticipées et programmées avec les Services Techniques.

13 HYGIENE

13.1 Généralités

Selon les prescriptions du Conducteur de travaux et, le cas échéant, du CSPS, l'activité hospitalière sera maintenue dans tous les locaux attenants aux zones de travaux. Tous les intervenants veilleront à la sécurité, à l'hygiène et à limiter les nuisances sonores.

Chaque titulaire a l'obligation de garantir le parfait isolement de son intervention vis-à-vis de l'activité hospitalière, notamment l'étanchéité aux poussières générées par son chantier, vis-à-vis des services en activité attenants à la zone des travaux. Si nécessaire, un cloisonnement provisoire rigide sera installé. Le titulaire veillera au maintien en parfait état de son étanchéité.

De plus, les intervenants du titulaire (y compris de ses sous-traitants et fournisseurs) auront l'interdiction de :

- fumer, vapoter à l'intérieur des bâtiments et aux abords immédiats,
- traverser les secteurs de soins et d'hébergement en activité, situés dans des bâtiments non concernés par les travaux.

La proximité des services hospitaliers en activité nécessitera l'élaboration de consignes spécifiques, qui seront précisées pendant la phase de préparation, lors de la rédaction du plan de prévention, afin de veiller au respect des règles élémentaires d'hygiène hospitalière. Seront alors précisées les règles concernant les tenues, les circulations, la désinfection et le ménage ...

Les travaux dans les zones occupées devront être programmés précisément et, si nécessaire, en dehors des heures de fonctionnement.

13.2 Nettoyage - désinfection

Le nettoyage permanent des accès du chantier sur les voies publiques ou privées ainsi que des abords, est à la charge du titulaire du lot « VRD – Gros œuvre », s'il participe à cette opération de travaux. Si ce lot ne participe pas, un autre lot sera désigné par le GHRE comme responsable du nettoyage permanent des accès du chantier.

Il en sera de même de l'entretien en cours de chantier et de la remise en état éventuelle en fin de chantier des voies d'accès.

En ce qui concerne le chantier proprement dit, chaque titulaire en est responsable.

Une information auprès du titulaire pourra être faite par l'Equipe de Prévention des Infections Associées aux Soins (EPIAS) pour présenter les règles principales d'hygiène à respecter, afin de limiter les risques d'infections nosocomiales des patients hospitalisés à proximité. Le nettoyage du chantier doit se faire au fur et à mesure de l'avancement et pour chaque intervention. Le titulaire devra prévoir un nettoyage journalier pour les déchets et les gravats. Un nettoyage complet aura lieu chaque fin de semaine.

A défaut, le GHRE (ou le Maître d'œuvre, le cas échéant) fera appel à une entreprise de nettoyage extérieure aux frais du titulaire.

En cas de dégradation importante des conditions de travail (sécurité) pour les ouvriers intervenants qui pourrait créer des conditions propices à une mise en danger de la vie des patients hospitalisés, il sera demandé aux titulaires présents de procéder à un nettoyage selon le protocole adapté.

La désinfection systématique des faux plafonds dans les services de soins sera réalisée par le GHRE avant / après intervention, le titulaire devra en faire la demande auprès du Conducteur de travaux au moins 2 jours avant le démarrage des travaux ou avant ouverture du service. Ce sujet devra être abordé pendant la phase de préparation.

Pour tous les travaux générant de la poussière dans les services de soins, les procédures fournies par le service EPIAS devront être appliquées. Les intervenants devront prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la dispersion des poussières dans les secteurs en activité.

Dans les services de soins, le balayage à sec est interdit.

Un balayage fin sera réalisé et un aspirateur à filtration absolue peut être nécessaire pour satisfaire à certaines obligations d'hygiène et il sera imposé au titulaire. C'est le cas, par exemple, dans les secteurs particuliers (secteurs stériles, blocs opératoires, service de réanimation) et pour chaque chantier de flocage par projection. Le nettoyage se fera à l'eau et avec des lingettes pour ne pas propager de poussières.

Des mesures de mise en dépression des locaux pourront être demandées au GHRE pour pallier aux risques bactériologiques des différents milieux hospitaliers. Un nettoyage humide du chantier pourra être demandé dans le cadre du plan de protection rédigé par le titulaire.

Le titulaire alertera le Conducteur de travaux sur les répercussions que peuvent avoir certains travaux pour le fonctionnement des services que ce soit pour des raisons liées au bruit, à la poussière etc.

13.3 Bruit

Les travaux se feront pendant les heures prévues dans les règlements de la lutte contre le bruit.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour limiter le bruit lié aux travaux qu'il exécute. Par exemple, les moteurs d'engins seront équipés conformément aux arrêtés interministériels du 11 et 13 avril 1972 modifiés. Les outils et les techniques de travaux seront adaptés pour limiter au maximum le bruit.

14 INSTALLATION DE CHANTIER

14.1 Base-vie

L'emplacement de la base-vie sera fixé au démarrage de la phase de préparation, sur proposition du GHRE en lien avec le(s) titulaire(s). C'est le GHRE (le maître d'œuvre le cas échéant) qui validera son emplacement, en lien avec le CSPS, le cas échéant.

Pendant toute la durée de l'opération, la base-vie devra être maintenue propre et fermée en dehors des heures travaillées.

Suivant la durée de l'opération de travaux et le nombre de lots techniques intervenant, le titulaire du lot « VRD – Gros œuvre » pourra être en charge d'une installation de chantier commune à tous les lots, selon la commande qui lui aura été faite par le GHRE. Ceci sera confirmé en phase de préparation par le Conducteur de travaux, en lien avec le CSPS, le cas échéant. Dans ce cas, le titulaire du lot « VRD – Gros œuvre » aura la charge de :

- L'installation de bungalows composés d'espaces suivants : sanitaire, réfectoire et vestiaires,
- L'installation de tous les équipements nécessaires au bon fonctionnement d'une base-vie,
- L'entretien quotidien (nettoyage et fourniture des consommables) de ce qui précède.

Sinon, chaque lot technique aura la charge de son installation de chantier, à savoir :

- L'installation de ses bungalows composés d'espaces suivants : sanitaire, réfectoire et vestiaires,

- L'installation de tous les équipements nécessaires au bon fonctionnement de sa base-vie,
- L'entretien quotidien (nettoyage et fourniture des consommables) de ce qui précède.

Si l'opération globale fait intervenir un lot technique « électricité », celui-ci sera en charge du raccordement de la base-vie aux réseaux électriques et informatiques.

Si l'opération globale fait intervenir un lot technique « plomberie » ou un lot « climatisation chauffage ventilation », l'un de ceux-ci sera en charge du raccordement de la base-vie en eau potable et assainissement.

Les prestations de raccordement seront intégrées au marché subséquent du titulaire concerné et confirmées en phase de préparation.

Sauf mention contraire, le GHRE mettra à disposition l'eau potable et l'électricité sur la base-vie.

En particulier, dans le cas d'opérations plus longues que la moyenne ou mobilisant plus de lots que la moyenne, le GHRE pourra demander au titulaire du lot « VRD – Gros œuvre » de souscrire des contrats eau et électricité, pour l'alimentation d'une base-vie commune à tous les lots. Le GHRE créera un compte prorata pour la refacturation des dépenses eau et électricité entre les lots.

14.2 Accès chantier

Pour chaque zone de travaux, une entrée de chantier sera définie. Idem pour la sortie (de secours) du chantier.

Ces accès seront proposés par le GHRE en phase de préparation de chantier sur un plan ou schéma fonctionnel.

14.3 Déchets et approvisionnements

14.3.1 Bennes

Il est fait obligation à chaque titulaire d'enlever les déblais et déchets provenant de ses ouvrages, jusqu'aux bennes de chantier.

Le titulaire du lot « VRD – Gros œuvre » sera en charge d'installer des bennes de chantier (gravats et tout venant a minima) à proximité de chaque zone de travaux. Toutefois, ces bennes devront dans la mesure du possible être stockées de manière éloignée des façades des bâtiments pour des raisons de sécurité incendie. Des clôtures seront installées en périphérie de ces bennes avec un portail d'accès qui devra être maintenu fermé en dehors des heures travaillées.

Il aura la responsabilité de la collecte et du transport, jusqu'aux lieux de stockage, puis de l'évacuation vers les centres de traitement, de tous les matériaux issus des travaux et de ses emballages et consommables, pendant toute la durée de l'opération (jusqu'à la réception définitive). L'enlèvement des bennes et leur transport jusqu'aux décharges appropriées sera compris dans l'offre de prix du titulaire. Le titulaire aura à sa charge l'ensemble des moyens humains et matériels pour garantir la sécurité des biens et des personnes durant ces opérations.

Ces bennes seront mises à disposition de tous les lots techniques de l'opération et seront maintenues jusqu'à la réception définitive des travaux. Il est strictement interdit d'utiliser les bennes du GHRE pour évacuer les déchets de chantier.

Toutes les précautions seront prises afin d'éviter la propagation des poussières lors de cette évacuation.

Les gravats ne seront pas stockés en vrac à l'extérieur. Les bennes de gravats et tout venants seront équipées d'un filet et seront obligatoirement vidées dès qu'elles seront pleines. Les évacuations de gravats seront obligatoirement réalisées en containers étanches. Les évacuations des déchets dans des services en milieu occupé/en activité seront effectuées exclusivement en sacs hermétiques.

Le titulaire du lot « VRD – Gros œuvre » aura l'obligation de mettre en œuvre le tri des déchets conformément à la réglementation. Les intervenants de l'opération, tous lots confondus, devront respecter ce tri et ne pas mélanger les déchets au sein des bennes, pour garantir un recyclage optimal.

14.3.2 Traçabilité

Le titulaire assurera la traçabilité des déchets. A cette fin, il pèsera ses déchets et tiendra à jour un registre détaillant l'ensemble des évacuations du chantier. Ceci sera aussi valable pour les déchets spéciaux. Il renseignera les bordereaux de suivi des déchets, il leur attribuera un numéro chronologique. L'ensemble des bordereaux sera adressé au GHRE (et au maître d'œuvre le cas échéant) au fur et à mesure, y compris les bons de réception des centres de traitement.

Le titulaire devra assurer directement, et à ses frais, l'évacuation et le traitement des déchets industriels spéciaux (DIS) qu'il a généré, lui ou l'un de ses fournisseurs ou sous-traitants, conformément à la réglementation. Le titulaire fournira et transmettra les bordereaux de suivi de déchets industriels (BSDI) correspondant au Conducteur de travaux.

Pour les déchets inertes (DI), les déchets industriels banaux (DIB) et les déchets particuliers, l'entreprise qui les génère, que ce soit le titulaire ou l'un de ses fournisseurs ou sous-traitants, assurera leur évacuation au cours du chantier.

14.3.3 Modalités des évacuations

Le stockage des gravats sur le site GHRE et hors zone travaux ne pourra excéder 48h00.

L'évacuation des déchets devra prendre en compte l'activité des services situés en périphérie du chantier afin de limiter au maximum les nuisances. Les approvisionnements du chantier et les évacuations de gravats seront privilégiés en début de matinée avant le début de l'activité hospitalière ou en soirée. L'évacuation se fera au fur et à mesure de l'avancement.

Le flux des approvisionnements et évacuations du chantier devront être validés par le GHRE et le CSPS, le cas échéant. Ces flux seront identifiés dans le plan de prévention.